

DÉCLARATION LIMINAIRE

A La Rochelle, le jeudi 14/11/2024

Monsieur le Président de la formation spécialisée,

Nous ne sommes plus sûrs que, dans les prochaines années, voire même dans les prochains mois, nous pourrions évoquer en toute liberté, au sein de ces instances paritaires, le contexte politique ou économique de notre pays sans craindre de subir, en tant que fonctionnaires, des représailles de la part d'un État devenu autoritaire ou défini comme démocratie illibérale.

Pour la première fois dans une déclaration liminaire, compte tenu du contexte géopolitique, avec un risque de bascule historique, nous avons décidé d'aller au-delà de la simple défense des travailleurs ou des retraités.

La CGT fait partie intégrante de la démocratie ; elle est définie comme un corps intermédiaire et, à ce titre, nous n'avons aucun problème à affirmer que nous faisons partie de ce système. Il n'est pas de notre ressort de remettre en cause les fondements de la démocratie, même dans le cadre de manifestations, aussi puissantes soient-elles, comme celles contre la réforme des retraites.

Nous observons avec une profonde inquiétude la propagation de plus en plus affirmée d'une idéologie d'extrême droite dans les démocraties occidentales, avec des prises de pouvoir en Hongrie, en Italie, en Suède, et maintenant aux États-Unis. La victoire de Donald Trump au vote populaire lors des dernières élections présidentielles américaines, n'en doutons pas, va donner un coup de fouet sans précédent aux partis européens qui se réclament et prônent cette idéologie

Depuis des années, la CGT dénonce l'aggravation des inégalités, la concentration croissante des richesses, et le fait que la soi-disant redistribution dans une société financiarisée n'est qu'un leurre. Il y a seulement douze ans, le peuple américain a accordé un second mandat à un président noir, et nous ne croyons absolument pas qu'une majorité d'Américains, en moins d'une décennie, soient passés d'un discours progressiste (notamment avec la sécurité sociale pour tous) à une idéologie basée sur la xénophobie, le nationalisme, le masculinisme, la politique du bouc émissaire, et le retour à l'ordre.

Aux États-Unis, le pouvoir en place, comme la grande majorité des observateurs, n'a pas vu — ou n'a pas voulu voir — les conséquences d'une inflation qui a considérablement grévé le pouvoir d'achat de la classe moyenne, de la classe ouvrière, et des retraités. On parle ici des dépenses dites

contraintes, c'est à dire la hausse du remboursement des prêts immobiliers ou du coût des loyers, ainsi que de l'augmentation des prix de l'énergie, de l'alimentation, et des services indispensables (crèche, assurance maladie, études universitaire)

Cette dégradation n'a pas fait exploser le nombre de voix que Donald Trump a obtenu dans cette élection (+ 900 000 voix sur 75 millions de voix obtenus). Par contre, le camp opposé a perdu presque 10 millions d'électeurs alors qu'il a clamé que la situation économique des États-Unis n'a jamais été aussi bonne. Ceci est vrai mais ces analystes oublient que lorsque le prix du Big Mac a augmenté de 30 % sous le mandat de Biden et que votre salaire n'a pas suivi la même courbe, peu importe que le prix soit resté stable depuis six mois ; au final, vous avez toujours moins de pouvoir d'achat. Certains analystes et communicants parlent d'inflation ressentie » mais cette inflation n'est pas ressentie mais bien subie. Cet aveuglement traduit bien le problème que nous constatons depuis plusieurs décennies dans les démocraties à savoir que les fruits de la croissance économique ne reviennent jamais dans les poches des travailleurs et des personnes âgées n'ayant comme seules sources de revenu que leur retraite.

En revanche, lorsque le cycle de croissance entre en crise, c'est vers cette population que l'on se tourne pour imposer des sacrifices, en grignotant leurs acquis sociaux, leurs protections, en augmentant ici ou là quelques taxes et cotisations au nom du sacro-saint intérêt général.

La grande majorité des ultra-riches, eux ont fait sécession, se désengageant complètement de ce même intérêt général : seuls comptent le solde de leur compte en banque ou les dividendes de leurs actionnaires comptent. L'utilisation massive de l'optimisation fiscale, voire de la fraude fiscale par les multinationales, qui ruinent et assèchent les finances des États, n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le non-respect des normes environnementales fait également partie de leur quotidien, et à cela s'ajoute le non-respect des droits humains les plus élémentaires dans les pays les plus pauvres

En ce qui concerne la France, pensez à Total et son allégeance à la junte militaire Birmane, qui aurait exploité des populations réduites à un semi-esclavage pour construire et maintenir les infrastructures pétrolières de ce groupe ou à Lafarge, qui, pour sauver une cimenterie, aurait payé des rançons à Daech. Les forêts tropicales (poumon de la planète) ne reculent pas uniquement du fait des pays pauvres et d'agriculteurs irresponsables poussés par la faim, mais bien sous la pression de multinationales qui exigent et parviennent à obtenir toujours plus de terres arables.

Dès le milieu des années 2010, après la crise financière liée à la dette de la Grèce, le FMI et l'OCDE avertissaient que les inégalités de revenus fragilisaient les fondements de la démocratie, et que leur maintien conduisait des millions d'électeurs vers les mouvements dits populistes. On n'oubliera pas non plus que ces mêmes institutions ont fini par admettre qu'une politique économique basée uniquement sur l'austérité, en négligeant les investissements publics, entrave encore plus la reprise d'un taux de croissance.

Le décalage entre les discours politiques, axés principalement sur des priorités sociétales, et la réalité économique subie par les citoyens explique en grande partie la perte de crédibilité des partis dits "gouvernementaux" en Europe comme aux États-Unis.

Il se joue aujourd'hui une bataille cruciale sur le terrain de la communication. Les arguments que nous évoquons ci-dessus seront systématiquement disqualifiés par une grande majorité des partis

d'extrême droite. Pour eux, même le "quatrième pouvoir" serait en crise : la presse, dite mainstream serait accusée de ne plus dire la vérité, car liée soit à une idéologie "wokiste", soit à des intérêts économiques, appartenant en grande partie à de grands patrons d'entreprises. Peu importe si la situation est en réalité plus complexe. On peut porter des idées contraires comme LIBERATION ou le FIGARO sans pour autant travestir les faits.

Jamais le citoyen moyen n'a eu, grâce à Internet, un accès aussi large à l'information ; en parallèle, les outils de désinformation se sont imposés grâce à des algorithmes initialement développés pour vendre des produits. Les idées politiques sur Internet sont considérées comme de simples produits, et c'est bien là le problème. C'est la raison pour laquelle, très rapidement, avec les réseaux sociaux et même les moteurs de recherche, nous pouvons tous nous retrouver enfermés dans des bulles informationnelles où le débat est quasiment impossible et où une fake news peut devenir une réalité. Il faut maintenant craindre que certains géants de la Silicon Valley soient contraints de faire allégeance à Donald Trump et son mouvement MAGA pour préserver leur chiffre d'affaires. Il devient évident qu'Internet devrait bientôt servir de caisse de résonance pour les idées véhiculées par le mouvement MAGA ("Make America Great Again").

Soyons clair, la mise en avant d'une information par rapport à une autre, d'un site ou d'un article est un acte éminemment politique. Il suffit de voir ce que Twitter est devenu sous la direction d'Elon Musk. Le fait que la majorité des journalistes et des responsables politiques européens n'aient pas su se défaire de ce réseau pose question sur leur propre dépendance et leur rapport à la réalité.

Une démocratie ne peut survivre que si l'ensemble des citoyens partagent le même constat, c'est-à-dire un constat basé sur des faits. Il y a donc un risque de voir une fracturation encore plus importante des sociétés européennes. Il est urgent que les pays à l'origine de la construction européenne proposent, comme ils l'avaient promis lors du traité de Maastricht, une véritable "troisième voie" qui nous sorte de cette impasse mortifère. Cette troisième voie doit porter en elle la promesse d'un progrès social pour tous, par la régulation et la protection, la fameuse Europe sociale.

À la sortie de la destruction du continent européen en 1945, la France a appliqué ce type de mesure avec le programme du Conseil national de la Résistance, des mesures destinées rappelons le à empêcher le retour au pouvoir du fascisme.

Monsieur le Président de la formation spécialisée,

Vous nous avez convoqués ce jour.

Pourtant, dès 2025, nous devons subir le projet du gouvernement censé faire face à l'endettement du pays, mais qui s'avère être, en réalité, une énième cure d'austérité, dans un contexte social et économique des plus dégradés. On ne compte plus l'accumulation de plans sociaux dans le secteur privé, notamment dans l'industrie automobile européenne et chez ses sous-traitants. Face à cette situation économique difficile, le nombre d'appels à la grève explose, que ce soit dans le transport aérien, à la SNCF pour sauver le fret, dans le monde agricole, et dans la fonction publique.

Pour les agents de la DGFIP, le gouvernement et notre direction générale prévoit :

- d'installer **trois jours de carence** en cas d'arrêt maladie (hors maladie grave)
- de **ne nous rémunérer qu'à 90 % de notre traitement** si vous dépassez ces trois jours ;
- de **geler le point d'indice** ;
- de **ne pas appliquer la Garantie Indemnitaire du Pouvoir d'Achat (GIPA)**;
- de **supprimer 550 emplois** ;
- et dans sa bienveillance coutumière la DGFIP a décidé de **ne pas fermer les services pour une seule journée sur les cinq ponts naturels possibles en 2025**.

Nous n'oublions pas, dans ce tableau sombre, l'attitude du ministre de la Fonction publique lors de la réunion avec les syndicats : aucune discussion n'a été permise, on subit, point final.

Nommer M. Kasbarian comme ministre de la Fonction publique, au vu de son parcours professionnel et de ses discours, revient à confier « **la sécurité de son aquarium à son chat** ». Cette image, d'ailleurs, n'est pas de nous, mais d'un humoriste qui officie sur RTL — cela nous a fait sourire, tout comme le ministre, d'ailleurs.

On sourit beaucoup moins quand on constate l'empressement de ce ministre a félicité Elon Musk sur X tout en déclarant je cite « *J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics.* Il est donc logique pour ce ministre que l'État se comporte avec ses employés comme une simple TPE ou un petit artisan sans ressource. Par contre on est droit de penser que l'État continuera toujours à faire appel des cabinets de conseil, des sociétés de sondage et à des communicants. M Kasbarian en tant qu'ancien cadre supérieur de ce type de cabinet n'a pas trop l'air de se soucier comme Elon Musk de la notion de conflit d'intérêt

Il ne sert à rien de proclamer face à ce genre de personnage que les jours de carences sont par nature injustes quand dans le privé plus de 66% des travailleurs ne sont pas concernés puisqu'ils sont protégés de cette perte de salaire par les mutuelles d'entreprise. Que verser 90 % du salaire quand vous êtes malade, c'est tout simplement honteux et scandaleux et qu'on est droit de poser la question de la constitutionnalité de cette proposition.

Ces propositions traduisent à nos yeux une sorte de délit de sale gueule mais surtout le mépris qu'une grande partie du monde politique porte envers les fonctionnaires. Au final, on a bien compris qu'on nous prenait tous y compris vous Monsieur le président pour des feignasses et des tires au flanc.

Vous ne serez donc pas étonné Monsieur le Président que nous siégeons pas à cette première convocation et que cette politique comme nous l'avons décrit dans la première partie nous mène collectivement dans le mur.

**LES REPRÉSENTANTS CGT FINANCES PUBLIQUES DE
CHARENTE MARITIME**